

PRÉFET DU RHÔNE

Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement  
de Rhône-Alpes

Unité Territoriale du Rhône

Villeurbanne, le 14 octobre 2014

Affaire suivie par : Agnès CHERREY  
Cellule Risques chroniques / Sites et sols pollués  
Tél. : 04 72 44 12 22  
Télécopie : 04 72 44 12 57  
Courriel : agnes.cherrey  
@developpement-durable.gouv.fr  
ref :UTRS-CRC\_SSP-14-G3608A88-AC1909

**Objet :** Prolongation des missions sous tutelle de l'ADEME

**P. J. :** Compte rendu d'intervention et propositions de suites à donner de l'ADEME en date du 04/09/14

Département du Rhône  
INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

**DOSSIER DE SAISINE EN VUE D'UNE INTERVENTION DE L'ADEME**

**DECHARGE DU BOUQUIS A DARDILLY**

**RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES**

**Réfer. :** Article L.514-1 du Code de l'Environnement  
Circulaire DPPR/SEI du 7 juin 1996  
Circulaire du 26 mai 2011  
Arrêté préfectoral de mise en demeure du 27/01/1997  
Arrêté préfectoral de consignation de somme du 14/02/1997  
Arrêtés préfectoraux d'exécution d'office du 7/02/1997, du 7/08/1997, du 26/07/1999, du 23/07/2001, du 08/08/2003, du 16/12/2011, modifié par celui du 29 avril 2014  
Rapport de l'ADEME sur gestion de la station d'épuration d'octobre 2003  
Rapport TAUW sur le diagnostic de fonctionnement de la station du 22/01/2008  
Rapport en date du 13/04/2011 de l'Audit réalisé par FAITEC de la station de traitement des lixiviats  
Rapport de l'ADEME en date du 03/05/2011, concernant les opérations terminées et les suites à donner pour la période du 24/09/2011 au 24/09/2014 de la station d'épuration  
Compte rendu d'intervention et propositions de suites à donner de l'ADEME en date du 04/09/14

**Priorité DREAL : P1 - Sites et sols pollués**

# I. SITUATION DE L'ÉTABLISSEMENT

## 2.1 – Situation administrative

Les 10 parcelles (7 ha 75 a 25 ca) constituant le site de l'ancienne décharge située au lieu-dit “ Le Bouquis ” à Dardilly étaient propriété de la société des Anciennes Briqueteries de Limonest (ABL) depuis les années trente.

La société ABL a concédé le 9 juillet 1975 un droit de décharge à la société DEBLAIS SERVICE pour 9 ans. L'exploitation de cette décharge est autorisée par arrêté préfectoral en date du 11 juillet 1975.

Dès 1975 la société SOPALUNA devient l'exploitant de cette décharge.

- De 1975 à 1980, environ 200 000m<sup>3</sup> de déchets sont réceptionnés sur le site. Il s'agit majoritairement de déchets industriels banals (papiers, cartons, emballages, etc.) et, en plus faible proportion, des déchets industriels spéciaux (goudrons sulfuriques, déchets de raffinage et pétrochimie, etc.).

L'exploitation génère des nuisances olfactives et l'accumulation d'eaux polluées. Plusieurs plaintes entraînent l'intervention de la mairie, de la DRIRE et de la gendarmerie.

- En 1980, le préfet suspend l'exploitation.
- En 1982, le préfet impose également (par arrêté préfectoral) le réaménagement et la surveillance du site ainsi que l'évacuation et le traitement des eaux.
- En 1986, la société SOPALUNA dépose le bilan et est liquidée.
- En 1989, une station de traitement des eaux est mise en place par la société ELIPOL (anciennement société DEBLAIS SERVICE).

La société ELIPOL est bénéficiaire de l'arrêté préfectoral du 22 mai 1991 fixant les conditions de rejet des eaux de percolation issues de la décharge. Ces dernières sont rejetées au réseau d'assainissement de la Communauté Urbaine de Lyon suivant une convention après passage dans une station d'épuration interne au site.

Par jugement du Tribunal de Commerce de LYON en date du 23 décembre 1996, la société ELIPOL est déclarée en liquidation judiciaire et Maître Patrick DUBOIS est nommé liquidateur.

Par arrêté préfectoral du 29 janvier 1997, Maître Patrick DUBOIS, en sa qualité de liquidateur judiciaire de la société ELIPOL est mis en demeure de respecter les dispositions de l'arrêté précité prescrivant le pré-traitement des eaux de percolation avant rejet au réseau communal, la qualité des effluents rejetés, la nature et la fréquence des contrôles à réaliser, le suivi et la maintenance des installations.

Cette mise en demeure n'a pas été respectée.

## 2.2 Recours

Par jugement du 17/11/2011 (requête n°0702606-2 « ABL c/ PRÉFECTURE DU RHÔNE », n°0805571-2 « ABL c/ PRÉFECTURE DU RHÔNE »), le tribunal administratif de Lyon considère que la société ELF AQUITAINE ne peut être considéré en qualité d'ayant droit de la société ELIPOL.

La participation de la société ELF AQUITAINE au capital d'ELIPOL au travers de sa filiale ESYS est intervenue plus de 7 ans après la suspension de l'exploitation de la décharge. ELIPOL n'est donc pas un instrument de gestion par ELF AQUITAINE de ces déchets industriels ou une société écran à qui elle aurait fait procéder à des déversements illicites et toxiques sur le site. La participation de la société ELF AQUITAINE est issue de l'offre publique d'échanges réalisé en mars 2010 entre la société TOTAL FINA et la société ELF AQUITAINE, dont la société ELIPOL est une société de 3ème rang.

Par jugement du 17/11/2011 (requête n°0805571-2), le tribunal administratif de Lyon considère qu'il ne résulte pas de l'instruction que des mesures de sécurisation existante sur le site du Bouquis seraient insuffisantes et devraient être complétées, notamment par l'extraction de la totalité des déchets enfouis.

Par jugement du 25 avril 2013 n°12LY00339, la cour administrative d'appel de Lyon a rejeté la requête d'ABL enregistrée le 3 février 2012. La requête demandait notamment de donner injonction au préfet du Rhône d'avoir à prendre toute mesure utile pour remettre en état le site du Bouquis et le dépolluer ensemble, sous astreinte de 500 euros par jour de retard.

## **2.3 Intervention ADEME**

Compte tenu des risques immédiats pour l'environnement et conformément aux instructions de la circulaire du 7 juin 1996 relative aux procédures administratives et juridiques applicables en matière de réhabilitation des sites pollués, il a été fait application de l'article L.514-1 de la partie législative du Code de l'Environnement en prescrivant par arrêté préfectoral du 7 février 1997 des mesures conservatoires d'urgence permettant notamment de garantir la bonne exécution du pré-traitement des eaux de percolation avant leur rejet au réseau communal raccordé à la station d'épuration de LIMONEST.

Conformément aux instructions de la circulaire du 7 juin 1996, l'ADEME a été chargée d'exécuter ou de faire exécuter ces travaux d'office.

Ces mesures conservatoires ont été reconduites par périodes de 2 ans successives par arrêtés préfectoraux en date des 7 août 1997, 26 juillet 1999 et 23 juillet 2001 puis pour 5 ans par les arrêtés préfectoraux en date des 08 août 2003 et du 23 septembre 2008, puis pour 3 ans par l'arrêté préfectoral du 16 décembre 2011.

Les arrêtés préfectoraux d'exécution d'office du 23 juillet 2001, du 08 août 2003, du 23 septembre 2008, du 16 décembre 2011 prescrivent, pour une période de 2 ans puis 5 ans à compter de leur date de notification et enfin 3 ans :

- le maintien du fonctionnement et l'entretien de la station d'épuration traitant les lixiviats ;
- l'entretien du réseau de collecte et de drainage des eaux pluviales et curage régulier des ouvrages associés.

Depuis le 29 juin 2009, le fonctionnement et l'entretien de la station d'épuration traitant les lixiviats sont assurés, sous contrôle de l'ADEME, par la société SDEI (devenue en juin 2010 à la suite de la fusion avec la maison mère, la Lyonnaise des eaux).

Le contrôle du réseau de collecte et de drainage des eaux pluviales semble être effectué régulièrement.

Par ailleurs, quelques ajustements apportés en 2001-2002 au fonctionnement de la station d'épuration interne au site ont permis d'améliorer sensiblement la qualité du traitement des lixiviats au regard des exigences formulées par le gestionnaire du réseau.

## **II. ÉLÉMENTS D'APPRÉCIATION**

### **2.1 - Contexte du site**

Le site est implanté au nord de l'agglomération lyonnaise, en limite nord du bourg de Dardilly, dans une zone mixte : habitat pavillonnaire et agriculture.

En cas d'écoulement non contrôlé, les lixiviats rejoignent un fossé en bord de route puis se déversent dans le ruisseau « Le Sémanet » dont les eaux rejoignent la Saône via la rivière de l'Azergues sur une quinzaine de kilomètres.

Les déchets reçus consistaient en un mélange de déchets inertes, industriels banals, ordures ménagères et certains déchets industriels (sables de fonderie, goudrons sulfuriques, etc.). Le massif de déchet ainsi constitué atteint plus de 15 m par endroit.

Entre juin et août 1981, l'alvéole a été recouverte d'une couche de matériaux argileux dont l'objectif était de dévier environ 80% des eaux de pluie. La surface de cette alvéole peut être estimée à environ 22 700 m<sup>2</sup>. En 1985, la couche de surface de l'alvéole a été restaurée (ravinement important) et surmontée d'un réseau de drains destinés à évacuer les eaux de percolation à travers le massif de remblaiement prévu. La périphérie de l'alvéole a également été ceinturée d'un drain destiné à recueillir les eaux de ruissellement le long des flancs de la carrière.

### **2.2 - Situation environnementale**

#### **Mesures de mise en sécurité**

Dès 1980, en mesure d'urgence, deux drains (l'un à -3m et l'autre à -6m) ont été creusés à l'aval de la décharge afin de recueillir les lixiviats. Ceux ci étaient filtrés additionnés de javel, stockés en citerne pour être envoyés par camion pour traitement en STEP.

En décembre 1986, une pompe dans la citerne de récupération des lixiviats afin de les refouler dans une canalisation aérienne rejoignant le réseau communautaire au-dessus de la décharge est mise en place. Ce



mode de gestion des lixiviats est à l'origine de nuisances olfactives affectant le réseau d'égout et se propageant jusque dans les habitations.

Courant 1989, des études sont entreprises afin de limiter ces nuisances olfactives. Progressivement, ces études sont orientées vers un prétraitement des effluents en vue de leur rejet dans la STEP communautaire de Limonest (1500 eqHab). Ces études débouchent sur l'installation de la station physico-chimique de prétraitement actuelle (mise en service courant 1991). La société ELIPOL assure son fonctionnement jusqu'à sa liquidation judiciaire le 23 décembre 1996. Lors de cette déclaration, le Préfet mandate l'ADEME, par arrêté préfectoral d'urgence, pour poursuivre sans interruption le traitement des 800l/j d'eaux polluées produites par la décharge.

A partir de mi-2009, le contrat de la station de prétraitement des lixiviats de l'ancienne décharge du Bouquis est confié à Lyonnaise des Eaux France.

### **Présentation du traitement des effluents**

Les effluents issus des drains de la décharge sont dirigés vers :

- un bassin d'écumage de 18 m<sup>3</sup>, la phase surnageante est dirigée vers une cuve de stockage d'hydrocarbures de 5 m<sup>3</sup> ;
- un bassin intermédiaire de 6,5 m<sup>3</sup>, les effluents sont alors repris par 2 pompes pour être traités par batch au niveau de 3 filtres à charbon ;
- un bassin de traitement (diminution du pH) de 6,5 m<sup>3</sup> (un système avec injection de chlore a été mis en œuvre jusqu'en 1999, depuis le 31/01/14, un système d'injection de H<sub>2</sub>SO<sub>4</sub> a été mis en place).

Les effluents prétraités sortent de la station par surverse et sont rejetés dans le réseau eaux usées du Grand Lyon. La phase huileuse est évacuée pour traitement hors site lorsque la cuve de stockage d'hydrocarbures est pleine. La vidange des huiles est incluse au marché de gestion courante de l'exploitation de la station avec la Lyonnaise de Eaux. 17,5 t d'huiles ont été évacués en 2012 vers le centre de traitement SCORI à Givors.

### **Mesures de surveillance 2011-2014**

Plusieurs opérations ont été menées lors de la période d'exploitation 2011-2014 :

- suivi et maintenance de l'unité de lixiviats pour les paramètres :
  - le pH est compris entre 7 et 7,8 en sortie de station. Une unité d'acidification par injection d'acide sulfurique a été installée pour maintenir le pH entre 6,6 et 7,5;
  - une phase huile surnageante est produite : depuis août 2009, la production mensuelle d'huile est de 125kg. Depuis 1997, environ 17,5 t d'huiles a été évacuée ;
  - la DCO ne montre aucun dépassement de la concentration de 250 mg/l depuis mars 2001. L'efficacité du traitement par charbon actif est démontré (450 mg/l en entrée de station en 2001). Le rendement est moins significatif depuis 2010 où les concentrations en entrée de station diminuées pour être inférieures à 200 mg/l (à l'exception de 5 dépassements entre 2011 et 2013). Une hypothèse de cette diminution est la baisse du volume de lixiviats ;
  - aucun dépassement pour les autres polluants : DBO5, MEST, NGL, NTK, PT, Indice hydrocarbure, mercure, cadmium, plomb, chrome, cuivre, zinc, arsenic, cyanures, chlore.
- remplacement d'une partie de la canalisation du Grand Lyon suite à la détérioration du réseau de collecte de lixiviats (remplacement de 150 mètre linéaire)
- étude sur la diminution du volume de lixiviats produits : ARCADIS a mené les études :
  - étude initiale (mars-juin 2013) : le bilan hydrique a démontré que la production théorique de lixiviats est d'environ 400 l/h alors que celle mesurée sur le site est de 150 l/h (perte de 250 l/h de lixiviats) et l'inspection de la canalisation a montré un écrasement important sur environ 40 m ;
  - étude complémentaire (octobre 2013, janvier 2014) : la campagne de mesures géophysiques couplée au forage jusqu'à 10 m de profondeur ont montré que l'encaissant de la décharge est

argileux ce qui limite le transfert vertical des lixiviats. L'écrasement du drain a pu augmenter le niveau de lixiviats dans le massif de déchet.

### Mesures proposées par l'ADEME

Dans l'objectif de s'assurer que la charge polluante diminue de façon pérenne, qu'elle ne dépasse pas les seuils de rejet du réseau du Grand Lyon, et de suivre l'évolution du traitement par acidification (mise en place janvier 2014), l'ADEME propose dans son compte rendu d'intervention et propositions de suites à donner de l'ADEME en date du 04/09/14, de poursuivre pour une durée de 3 ans le traitement des effluents de la décharge:

- entretien du réseau de collecte des eaux de ruissellement ;
- gestion de la station de prétraitement.

Au vu des résultats et études menées en 2011-2014, il s'avère indispensable de procéder à une restauration du dispositif de collecte des lixiviats. Deux scénarios peuvent être envisagés :

- scénario 1 : réparation de la canalisation existante (coût estimé à 710 000 €) ;
- scénario 2 : création d'un puits de pompage vertical ((coût estimé à 45 000 €).

L'ADEME retient le second scénario compte tenu de son coût inférieur.

### Avis sur les mesures proposées par l'ADEME

Depuis 1994, l'ADEME, missionnée par des arrêtés préfectoraux de travaux et d'office successifs, assure l'exploitation de la station de traitement de lixiviats et la surveillance du site pour des montants de l'ordre de 150 000 euros/an.

Le montant de l'intervention prévue pour 2011-2014 était également prévue à 150 000 euros. Le bilan financier des interventions est 2 fois plus élevés (298 640,76 €TTC).

Se sont ajoutés au budget prévu :

- pour la gestion de la station de prétraitements des lixiviats :
  - le traitement des dépôts dans le réseau de collecte en aval de la décharge soit 34 707,96 €TTC
  - le curage du réseau soit 3 116,97 €TTC
  - la réparation du réseau d'assainissement public sur 150 ml soit 74 857,64 €TTC.soit un budget final d'environ 230 000 euros au lieu de 118 000 euros prévu.;
- pour l'étude sur la diminution du volume d'eau :
  - une campagne de mesure géophysique d'un montant de 21 695,44 €TTC
  - un chiffrage des travaux de 720 €TTC;soit un budget final d'environ 55 000 euros au lieu de 20 000 euros prévu.

Le montant de l'intervention prévue pour 2014-2017 est de 220 000 euros et comprend la gestion courante de la station de traitement des lixiviats ainsi que la création d'un puits de pompage qui permettra de collecter les eaux qui s'accumulent au fond de la décharge pour un montant de 45 000 euros.

La diminution des quantités de lixiviats à traiter est observé depuis près de 6 ans, cependant l'observation de l'augmentation du niveau de lixiviats dans le massif de déchet se base uniquement sur deux analyses d'octobre et novembre 2013 (suivi du marché ARCADIS) puisque le piézomètre a été implanté en 2013.

D'après l'ADEME, le niveau d'eau relevé dans ce piézomètre est à -3,5 m alors que sur ce piézomètre le fond de la décharge est à -6,5m, composé de déchets sur 2 m puis d'argile sur 2 m et de remblai sur 2 m. Les lixiviats sont en charge sous la barrière d'argile et il y a donc urgence à mettre en place un puits de pompage.

Suite à des échanges avec l'ADEME, il a été vu que le maître d'œuvre, dans le cadre de sa mission de vérification de la faisabilité de l'opération, vérifierait le niveau de lixiviats au lieu d'implantation du puits.

L'inspection des installations classées trouve pertinent d'installer un puits de pompage pour ne pas laisser indéfiniment le volume de lixiviats monté et à terme risquer des fuites par le haut de la décharge. La pertinence de la mise en place du puits de pompage sera étayé dans le cadre de sa mission de vérification de la faisabilité de l'opération, suite à des nouvelles mesures de niveau de lixiviats dans le massif de déchet.

Pour l'ensemble des paramètres suivis, la gestion de la station de traitement est correcte :

- aucun dépassement de seuil n'a été observé concernant le pH des effluents ;

- le seuil de rejet fixé par le Grand Lyon est respecté, aucun dépassement n'a été observé depuis mars 2001;
- aucun dépassement de seuil des autres polluants n'a été observé.

La charge en polluant semble diminuer mais il est prématuré de dire si cette diminution va être pérenne. En outre, les dépassements des seuils de rejet dans le réseau du Grand Lyon seraient fréquents et conséquents sans prétraitement de ces lixiviats.

Au vu des éléments en notre possession dont les observations de l'ADEME et le rapport d'audit de la station, le maintien du fonctionnement de la station d'épuration des lixiviats de la décharge, doivent être pour le moins maintenus et prorogés pour une période de 3 ans afin de suivre l'évolution et le traitement des effluents captés de cette décharge. L'installation d'un puits de pompage semble nécessaire.

### **III. DEMANDE DE LA MAIRIE**

Dans son courrier en date du 22 septembre 2014, Madame le maire de DARDILLY demandait l'intervention de Monsieur le préfet du Rhône sur 2 points concernant l'ancienne décharge du Bouquis :

1. contraindre la société ABL à clôturer le site afin d'interdire l'accès au public ;
2. faire réaliser dans le cadre des attributions de l'ADEME sur le site, une étude d'impact environnemental des risques du site.

L'objectif de la mairie étant que l'État oblige la société ABL à la remise en état du site.

#### **Clôture du site**

Les interdictions ou limitations d'accès au site font partie des obligations de l'exploitant de la décharge au titre du R.512-39-1 du code de l'environnement.

L'exploitant étant insolvable, ces mesures ont été prises en compte dans le cadre de l'intervention ADEME. Par arrêté préfectoral d'exécution des travaux d'office par l'ADEME signé le 7 août 1997, l'article 1er prescrivait la fourniture et la pose d'une clôture de 2 m de haut sur tout le périmètre de la décharge.

La circulaire du 26 mai 2011 stipule qu'en cas de défaillance de l'exploitant au moment de la cessation d'activité, l'intervention des pouvoirs publics prévue dans la présente circulaire porte en priorité sur les mesures de mise en sécurité telles que décrites aux articles R. 512-39-1, R. 512-46-25 et R. 512-66-1, dans la seule mesure où des atteintes aux personnes ou à l'environnement sont à craindre.

La clôture n'a jamais été mise en place par l'ADEME du fait d'un empiètement de certaines propriétés d'habitation sur le terrain de la décharge (c.f annexe 1).

**Il y a donc lieu de demander à l'ADEME d'étudier le tracé d'une clôture interdisant l'accès uniquement aux zones potentielles de danger de la décharge.**

#### **Étude d'impact environnemental**

Au vu des résultats du suivi de l'ADEME et des travaux prochains, il n'y a pas d'éléments nouveaux qui permettent de justifier la réalisation d'une telle étude. Il faut savoir que l'objectif est que le fonctionnement hydraulique du site après aménagement final doit permettre à long terme de neutraliser à peu près totalement le transit hydrique dans la zone remblayée (et a fortiori dans la partie déchets industriels).



#### IV. PROPOSITION DE L'INSPECTION

Suite à la transmission en date du 22 septembre 2014, du courrier de Madame le maire de DARDILLY, il apparaît que la clôture du site doit être prise en compte dans la saisine du ministère pour l'intervention ADEME.

1 - Compte tenu des enjeux environnementaux et de sécurité pour les personnes, nous proposons à Monsieur le Préfet du Rhône, de solliciter l'accord de la direction générale de la prévention des risques pour présenter la demande d'intervention de l'ADEME devant les instances consultatives de l'ADEME et ainsi obtenir l'autorisation de mettre en œuvre une procédure de travaux d'office à réaliser par l'ADEME, en application de la circulaire du 26 mai 2011.

Dans le cas où l'intervention sera jugée justifiée, la direction générale de la prévention des risques nous informera de la présentation de la demande devant les instances consultatives de l'ADEME, voire devant le conseil d'administration. Après consultation de ces instances et compléments éventuels, il a été acté de prendre un arrêté chargeant l'ADEME de procéder aux travaux aux frais des responsables.

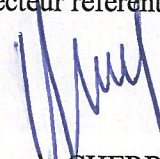
Ces travaux d'office consisteront à :

- la gestion courante pour une période de 3 ans selon les modalités actuelles avec intégration de l'unité d'acidification ;
- la mise en place le puits de pompage vertical ;
- l'étude du tracé d'une clôture interdisant l'accès uniquement aux zones potentielles de danger de la décharge, ainsi que sa mise en œuvre.

Ces travaux sont estimés par l'ADEME à 220 000 €, auxquels il faut ajouter la pose de la clôture

2- Suite au courrier de Madame le maire de DARDILLY, il convient de l'informer du champ de l'intervention ADEME proposée au ministère.

L'inspecteur des installations classées  
Inspecteur référent du site



Agnès CHERREY

Vu et approuvé

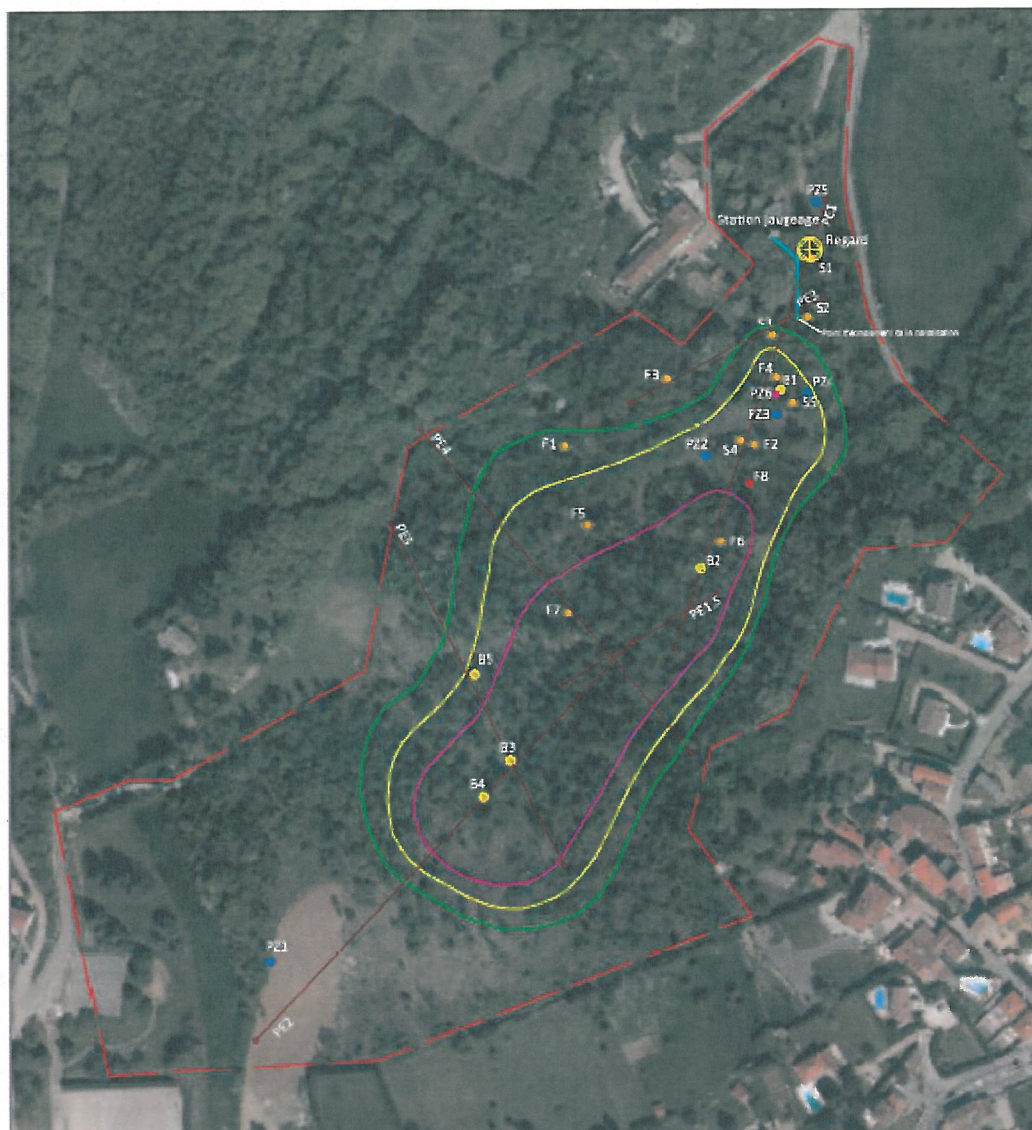


Pour le directeur et par délégation,

Le chef d'unité  
Prévention des Pollutions,  
santé-environnement



Yves-Marie VASSEUR



ADEME BOUQUIS				
FIGURE 2 IMPLANTATION DES INVESTIGATIONS				
DATE	REVISION	ETAT	REVISION	ETAT
01/09/2014	01	01	01	01

- Légende**
- Isopaque déchets 0 - 5m
  - Isopaque déchets 5 - 10m
  - Isopaque déchets 10 - 15m
  - Buse béton (puits de biogaz?)
  - Panneaux électriques
  - Piezomètres
  - Forages
  - Piezomètre de la campagne d'investigations complémentaires
  - Forage de la campagne d'investigations complémentaires